



TOXICOMANIE / XXE

Une « salle de shoot » testée à Belleville

Benoit Hasse | 20.05.2009, 07h00

D'abord, on croit entrer dans un cabinet médical des plus classiques. Un espace accueil plutôt confortable avec des fauteuils et des présentoirs débordants de documentation, une salle (d'attente ?) équipée de petites tables et, au fond du couloir, un bureau de médecin généraliste. Mais très vite, des détails intriguent : les dizaines de seringues stérilisées rangées derrière le comptoir ou bien des kits complets pour s'injecter, sniffer ou fumer de la drogue disposés sur toutes les tables...

Nous sommes dans une « salle de consommation » type (les responsables du lieu la nomme plus crûment « salle de shoot ») où les toxicomanes pourraient venir réaliser leurs injections sous contrôle médical si ce type d'équipement était autorisé en France.

« Nous ne savons plus comment dire autrement que les toxicomanes meurent de l'hépatite »

Six associations parisiennes* l'ont ouvert symboliquement, hier et avant-hier, à l'occasion de la Journée mondiale de lutte contre les hépatites, dans leurs locaux du 206 rue de Belleville. « Il s'agissait de montrer aux élus comment fonctionnent ces structures et de leur démontrer qu'elles permettent de réduire les risques d'infection liés à la prise de drogue », insiste Pierre Chappard, chef de projet de l'association Asud qui a accueilli la salle de shoot provisoire. « Nous ne savons plus comment dire autrement que les toxicomanes meurent de l'hépatite », déplore le militant associatif.

Selon les spécialistes de la santé, les hépatites B et C seraient en effet à l'origine de 4 000 morts par an, dont une majorité d'usagers de drogues. « La plupart de ces contaminations pourraient être évitées avec la création de salles de shoot », martèle Michèle Sizorn, de l'association SOS Hépatites Paris. Et la militante de préciser que plus de 80 structures de ce type existent déjà en Suisse, en Allemagne ou encore en Espagne. « En France, on continue à distribuer des seringues aux toxicomanes puis à leur dire : *Allez vous shooter dans la rue. C'est de la pure hypocrisie !* »

Dans une capitale où la population des toxicomanes « injecteurs » s'élève selon les professionnels à quelques milliers, la création d'une salle de consommation est réclamée par les associations depuis des années. Les élus verts avaient fait adopter un vœu allant dans ce sens au Conseil de Paris... en 2004. Mais le projet se heurte depuis à de nombreux obstacles juridiques et « moraux ».

« Les salles de shoot attirent les toxicomanes... Elles renforcent le deal... Elles créent de l'insécurité, des problèmes de voisinage... » Ceux qui militent pour les salles de consommations connaissent les arguments de leurs détracteurs par cœur. Et ils peuvent les démonter un à un. « Il ne s'agit pas de créer des nouveaux lieux de toxicomanie mais de s'installer dans les quartiers où les problèmes sont déjà là, insiste Pierre Chappard. Une salle de consommation augmente la sécurité sanitaire des usagers mais aussi celle des riverains. Il y a moins de consommation en extérieur, moins de seringues abandonnées sur la voie publique, moins de risque de contamination... »

Hier soir, Jean-Marie Le Guen, adjoint au maire de Paris en charge de la santé, s'est dit favorable à ce type d'initiative avant de préciser que la politique de réduction des risques relevait de l'Etat. « Mais s'il le faut, a annoncé l' élu, nous ouvrirons un grand débat de santé publique sur le sujet. »

* Asud, Act-up Paris, Anitea, Gaïa, Safe et SOS Hépatites Paris.